



Monsieur le président,

Les comités techniques locaux se suivent et se ressemblent. Certes, il est établi depuis plusieurs années que le dialogue social à la DGFIP s'est réduit considérablement réduit.

Cela s'accroît de plus en plus, et se traduit d'ailleurs par la suppression des CAP, CHSCT et de toutes les instances paritaires.

Cela est encore plus vrai au niveau de notre département du Pas-de-Calais. En effet, si la CGT se refuse à participer à la mise en place du NRP, puisqu'elle a fermement montré son opposition dès la révélation du projet et que par conséquent elle ne peut concevoir de participer à des simulacres de dialogue concernant les restructurations et les destructions d'emploi, elle n'a jamais refusé de participer aux instances de dialogues, lorsque ceux-ci peuvent être constructifs et bénéfiques aux personnels de la DGFIP. Néanmoins, avec à l'ordre du jour de ce CTL, la CGT Finances publiques constate une fois de plus que tout est fait pour réduire le dialogue à néant.

En effet, les 2 premiers points à l'ordre du jour de ce CTL, concerne la mise en place du NRP et notamment le transfert de l'activité SPL de la trésorerie d'Avesnes-le-Comte vers la trésorerie de Bapaume et d'Aubigny en Artois vers la Trésorerie municipale d'Arras ainsi que le transfert de la gestion de 4 communes du 62 vers la DRFIP du nord.

Or, en insérant lors d'un CTL, 2 points NRP à l'ordre de jour sur les 7 prévus, la DDFIP 62 oblige la CGT Finances publiques 62 à boycotter cette instance, pour l'ensemble des raisons expliquées ci-avant et pour lesquelles nous avons déjà longuement débattu lors de nos différents passages dans les services mais également lors d'envahissement des instances par les agents et les élus locaux. Il s'agit là d'un moyen détourné mais à peine voilé de museler les représentants des personnels.

Par ailleurs, les autres points à l'ordre du jour sont les suivants :

- . Bilan des campagnes déclaratives et des avis (pour information)
- . Dispositif de campagne IR 2021 (pour information)
- . Budget – Opérations immobilières : bilan 2020 et prévisions 2021 (pour information)
- . Bilan des entretiens professionnels 2020 (pour information)
- . Présentation du dossier comptable numérique (pour information)
- . Questions diverses

En tout état de cause, les autres points sont tous « pour information », ce qui ne laisse absolument aucun doute sur vos intentions.

Si la CGT Finance publiques, boycotte, une fois de plus, ce CTL, elle n'en reste pas moins les bras croisés, et prépare de nouvelles actions. Puisque le dialogue social est rompu, d'autres actions seront mises en places, comme nous avons récemment pu le faire. À titre d'exemple, les élus de la CGT sont partis, depuis plus d'un an et demi maintenant, à la rencontre de nombreux élus et acteurs locaux, qui lors d'une réunion ayant eu lieu au mois de janvier, en étaient encore à se demander « quand la concertation sur la mise en place du NRP allait se tenir ». Malheureusement pour notre directeur, elle est déjà terminée et l'heure de la mise en place a déjà sonné. C'est dire le mépris ouvertement affiché envers les agents mais également envers les élus locaux. Plus que du mépris, c'est une insulte !

Cette gestion du dialogue social et par là même de l'ensemble des personnels de la DGFIP s'apparente donc à un vaste fiasco assumé et destiné à détruire. Détruire le moral des agents et l'ensemble du service public.

Malgré tout cela, la campagne IR s'ouvre, et l'ensemble des agents (il est bien question de l'ensemble des agents puisque de nombreux service devront prêter main forte aux SIP ) devra faire face à une nouvelle campagne sur fond de crise COVID dans un état d'épuisement moral et physique incontesté. Il est loin le temps où Emmanuel Macron a loué le rôle essentiel des «premiers de corvées» et des services publics.

Depuis le début de cette crise, le Président Macron et ses gouvernements successifs enchaînent les fiascos, de l'épisode des masques jusqu'à la campagne de vaccination aujourd'hui. A l'heure de ces lignes, nous avons franchi la barre des 100 000 morts du COVID-19. Pourtant, ce gouvernement semble toujours aussi fier de sa gestion et commence seulement à réfléchir à rendre hommage aux victimes.

Lorsqu'après un tel fiasco malheureusement encore en cours, le représentant de la fonction suprême se permet de nous expliquer que « On ne peut pas dire que c'est un échec, on peut dire que ça n'a pas marché », on comprend de suite mieux comment ces mêmes personnages sont en train de saccager les services publics, s'engouffrant toujours plus loin dans l'incompétence, le ridicule, mais toujours avec ce sentiment de toute puissance.

La mise un en place de ce NRP est de la même trempe ! L'annonce d'un échec, et pourtant fièrement vous continuez ! Cela en est presque fascinant !!!! C'en est dramatique.

Enfin, il est rappelé que la DDFIP 62 qui s'engouffre à toute vitesse dans la mise en place du télétravail, le fait non pas dans un but de protéger ses agents, mais dans le seul et unique but de se déresponsabiliser en cas de contaminations massives dans les services. La preuve en est, de la pression inouïe mise sur les chefs de service pour inciter au télétravail forcé, pression qui est immédiatement répercutée sur les agents. La CGT rappelle que le télétravail est et doit être basé sur le volontariat !

Non, Monsieur le directeur, tous vos agents ne disposent pas à leur domicile d'une pièce permettant le télétravail, d'un fauteuil ou encore d'une connexion internet suffisamment rapide. Même lorsqu'un agent réuni ces conditions, ce sont l'ensemble des applications DGFIP qui ne sont pas accessibles depuis le VPN. Une cyberattaque d'une puissance étrangère peut-être ?

Bien entendu, votre but est de VOUS protéger VOUS, en tant que directeur et par là en tant que garant de la sécurité de vos agents, mais vous ne ferez croire à personne que vous vous souciez du bien être de vos agents et de leur sécurité. La mise en place du NRP sans dialogue social en est une preuve accablante. Elle est, au vu de l'ordre du jour de ce CTL(il convient de le répéter encore une fois dans la plus pure ligne directrice de l'art de la pédagogie), une insulte à l'ensemble des personnels de la DGFIP.

**La CGT Finances Publiques 62 ne s'associera jamais à la mise en place du NRP et de la démétropolisation, deux outils créés pour supprimer ou transférer des emplois. Tout cela aux mépris de certains élus, de celui des agents et sans parler des contribuables.**

**La CGT Finances publiques 62 continuera à défendre le statut de la fonction publique.**